

## Journée mondiale du 7 Octobre

SUD Métaux 33 ne se joindra pas à cette journée de manifestation. Personne ne pourra contester notre détermination chaque fois qu'il s'agit d'aller défendre les salariés, les chômeurs, les étudiants, les retraités, les sans-papiers etc. contre toutes les formes de régressions sociales. Or **la journée de demain se présente dans la plus grande confusion**. Il paraît difficile de parler d'une journée mondiale sans mettre l'accent sur les méfaits de la mondialisation au service d'une économie ultra libérale dont les limites et les dangers ne peuvent plus échapper à personne.

### **1<sup>ère</sup> Raison : Une confusion dans les objectifs**

La journée du 7 octobre 2008 devait être la journée mondiale pour un travail décent à l'appel de la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Mais dès le 17 juin 2008, au soir de la journée de grève et manifestations sur la retraite et la remise en cause des 35H, la CGT annonçait une nouvelle journée de mobilisation contre les réformes du gouvernement en donnant rendez-vous le 7 octobre !

La CFDT parlait d'une rentrée en fanfare quand les salariés se rendraient compte de ce qui les attend. Comment ne pas voir une confusion dans les objectifs. Si l'on examine les reculs sociaux subits en France depuis l'élection du nouveau Président de la République, il paraît incompréhensible que les organisations syndicales n'aient pas réussi à mettre en place un contre-pouvoir. Comment espérer améliorer la condition des travailleurs dans le monde quand on est incapable d'éviter des régressions dans son propre pays ?

### **2<sup>nd</sup> Raison : Un monde syndical éclaté**

La réforme de la représentativité syndicale tant voulue par le Medef, Sarkozy, Fillon et son gouvernement a produit son effet en divisant un peu plus le syndicalisme français. Il y a ceux qui applaudissent

des deux mains (CFDT et CGT) et de l'autre côté tous les autres. Sur ce fond de crise et avec les élections prud'homales en ligne de mire, les règlements de comptes vont bon train en délaissant au passage les intérêts du monde du travail. Les élites des principaux syndicats ont choisi de laisser faire le gouvernement en refusant de créer un mouvement unitaire et fort. Comment expliquer qu'il a été possible de faire reculer le CPE et d'être dans l'incapacité de s'opposer à la destruction du code du travail, des services publics, à la fin des régimes spéciaux, à l'allongement de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein ou encore la remise en cause des 35H etc... La réponse est malheureusement assez simple.

### **3<sup>ème</sup> Raison : Un sursaut est-il possible dès à présent ?**

Une médiatisation habile et les actions de communication ne permettront pas de masquer l'exaspération de beaucoup de salariés du public comme du privé devant ces faux semblants. Il y a encore de l'espoir car les élections prud'homales approchent. Et l'enjeu s'avère de taille. Les journées de manifestation se succèdent de façon décousue et ce 7 octobre en est une de plus. Dans les prochains jours nous saurons un peu mieux si certaines organisations syndicales prennent, voire confirment, une orientation vers un syndicalisme de cogestion. Un sursaut de combativité dans cette période préélectorale n'est pas à exclure. Tant mieux si ça va dans le sens de l'intérêt des salariés.

**Nous savons que beaucoup de salariés et de militants syndicaux ressentent un grand décalage entre la base et les dirigeants des organisations syndicales. Quoi de plus normal puisque la notion de représentant des salariés a fini par échapper à ceux qui tiennent les rênes.** Finalement le monde syndical de SPS est assez à l'image de la situation générale.